PRIX DE L'ABONNEMENT
Edition Quotidienne

	Un An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER	$15.13	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT
Edition Hebdomadaire

	Un An	6 Mois	4 Mois	3 Mois
POUR LES ETATS-UNIS	$7.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER	$1.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI, 21 JANVIER 1910 83me Année

TROCHU.

Il a été souvent question, cette année, du général Trochu. A l'occasion des publications sensationnelles de M. Emile Ollivier, de l'Académie française, sur les préliminaires de la guerre de 1870; et de M. Germain Bapt sur les journées d'angoisse du mois de septembre de l'année terrible. Il n'est pas sans intérêt de rechercher, puisque le général Trochu prétend que la réaction du pays commence à faire sentir ses effets, que l'opinion l'ait choisi comme un homme qui a pu jouer un rôle grand dans la chute de l'Empire et dans la défense de Paris.

Tout le monde sait qu'après avoir assisté l'Impératrice de son dévouement et lui en avoir donné pour garant son épée, le général de brigade, de bonapartiste et de Bretagne, qu'après avoir déclaré en conseil, "qu'il se ferait tuer aux marches de la Chambre ou aux Tuileries", le général Trochu n'avait pas pour défendre le gouvernement, dans les événements qui éclatèrent à Paris le 4 septembre, à la suite des nouvelles de la catastrophe de Sedan.

Ce jour-là,—c'était un dimanche—vers deux heures de l'après-midi la Chambre des députés fut envahie par l'émeute, sans que le gouverneur militaire de Paris se montrât. Il n'est sorti du Louvre, il n'habitait, que sur les instances verbales du général Lefreton, questeur de la Chambre. Il monta à cheval, et se fit suivre par quelques officiers. En arrivant au pont de Solferino, il rencontra une colonne d'insurgés, à la tête de laquelle marchaient Jules Favre et les députés de l'opposition, qui le mirent au courant de l'envahissement de la Chambre, et de leur intention de se rendre à l'Hôtel de Ville pour former un nouveau gouvernement. Il se contenta de serrer la main à Jules Favre, rentra au Louvre, quitta ses vêtements militaires, et bientôt après se rendit à l'Hôtel de Ville, pour demander et obtenir la présidence du nouveau gouvernement.

Et cependant dans l'armée, dans le pays, le général Trochu avait eu, jusque-là, la réputation d'un brillant officier, porté à la critique, voyant en noir, mais ayant du talent, de la valeur, de la drôlerie. Il avait beaucoup d'amis, beaucoup d'admirateurs. Le public, l'opposition surtout, le regardaient comme un homme éminent, depuis la publication de son livre : "L'Armée en 1867".

Comment un homme de cette valeur, de cette distinction, a-t-il pu sortir de la ligne droite ? Y a-t-il eu des circonstances atténuantes pour, sinon excuser, tout au moins expliquer cette défaillance, si grave surtout au point de vue du devoir militaire ? J'ai cherché à le voir en relisant son procès contre le "Figaro", dont il a eu soins de publier lui-même les comptes rendus, dans un livre paru en 1872, et intitulé : "L'Empire et la défense de Paris devant le jury de la Seine".

Au cours de ce procès, Me Allou, l'avocat du général Trochu, a tracé sa carrière jusqu'en 1870, en quelques mots éloquents et vrais. Sorti de Saint-Cyr, dans l'état-major, Trochu fut successivement aide de camp du général de Lamoricière, puis du maréchal Bugeaud qui l'estima beaucoup et activa son avancement. En 1849, il était chef d'escadron, et fut désigné pour être l'aide de camp du prince-président de la république; mais il refusa, et servit auprès de son beau-frère, le général Neumayer, qui fut disgracié après le coup d'Etat. Dans le vote, qui suivit le coup d'Etat, Trochu vota non ; et cependant, quelques semaines après, il accepta d'être nommé directeur adjoint du personnel au ministère de la guerre.

En Crimée, il était colonel, premier aide de camp du maréchal de Saint-Arnaud. Il fut nommé général de brigade après la bataille de l'Alma, et ne tarda pas à être blessé à la tête de ses troupes. En Italie, comme général de division, il se conduisit brillamment à Ponte di Magenta, et à Solférino ; puis de 1860 à 1867, il remplit les fonctions de membre du comité d'état-major et d'inspecteur général d'infanterie. Son livre "L'Armée en 1867" eut un retentissement énorme. Il y insistait sur les inconvénients du système français, qui excepte beaucoup trop la beauté de nos troupes de "se démontrer", sur les dangers que font courir aux états les pouvoirs publics, qui ne s'occupent pas assez de la préparation à la guerre, et dont les erreurs sont bien souvent la cause des catastrophes....

Vis-à-vis du gouvernement impérial, ce livre ne pouvait que mettre le général Trochu dans une situation de plus en plus fausse ; et il n'est pas surprenant qu'on l'ait laissé de côté dans la constitution des armées que l'on destinait à opérer, en Alsace et en Lorraine, contre l'Allemagne, en juillet 1870. On le trouva pour le commandement d'un corps d'observation de la frontière des Pyrénées, qui ne fut jamais formé ; puis on lui offrit le commandement des troupes de débarquement dans la Baltique, dont l'organisation ne fut même pas ébauchée.

La popularité du général Trochu fut loin d'être atteinte par ces désignations presque ridicules. Il était à Paris, parlant abondamment de ses inquiétudes, de son livre dans lequel il avait tout prévu; guetté par l'opposition, très en vue lorsqu'éclatèrent les nouvelles de Wissembourg, de Spickeren, de Frœschwiller .... Alors, l'Impératrice-régente le fit convoquer dans les conseils du gouvernement; les ministres lui offrirent le portefeuille de la guerre; mais il refusa. Après la chute d'Emile Ollivier, le nouveau président du conseil, le général de Palikao, nomma Trochu commandant du 12e corps d'armée, en formation au camp de Châlons. C'est dans ce poste qu'il apprit les nouvelles de Metz, les sanglantes batailles des 14, 16, 18 août. Il comprit la gravité de la situation et la grandeur du rôle réservé à la défense de Paris. Il l'expliqua à l'Empereur et lui exposa que, pour utiliser complètement cette défense de la capitale, il était indispensable de faire intervenir une armée de secours et, par suite, de faire refluer derrière Paris nos armées tenant encore la campagne.

L'Empereur le nomma gouverneur militaire de Paris, sur la proposition du prince Napoléon. Le général Trochu partit immédiatement pour aller occuper son nouveau poste ; il s'installa au Louvre, l'hôtel de la place Vendôme étant occupé par le général Soumain, commandant la division militaire dont le siège était à Paris.

L'Impératrice n'avait ni confiance ni sympathie pour le nouveau gouverneur. Elle l'accueillit fraîchement et sa première audience parut même faire sur l'"orléanisme" du général certaines allusions qui le froissèrent beaucoup. Néanmoins, il fut souvent appelé dans les conseils du gouvernement ; et son intervention n'y fut pas toujours très heureuse : un jour, d'après la déposition de M. Magne, l'ancien ministre des finances, le général Trochu parla abondamment au conseil d'une allocution qu'il venait de prononcer aux chefs de bataillon de la garde nationale, pour les préparer aux dangers, aux impressions du champ de bataille, pour habituer leurs esprits à l'idée de voir tomber autour de soi des amis, des parents, des enfants ; et il insista tellement sur l'émotion qu'avaient manifestée à ce moment les chefs de bataillon, que l'Impératrice se redressa comme mue par un ressort, et s'écria : "Comment, général, vous leur avez dit cela ! Mais, alors, sur qui compter ? Eh bien, si les Prussiens arrivent, j'irai moi-même sur les remparts, et là je montrerai comment une femme sait braver les dangers, quand il s'agit du salut du pays." Le général Trochu répondit que ses paroles avaient été mal comprises, que les chefs de bataillon étaient pleins de dévouement, et, finalement, il ajouta : "Madame, je n'ai qu'une manière de vous prouver mon dévouement, c'est de me faire tuer, s'il le faut, pour le salut de Votre Majesté, et de sa dynastie." Le compte rendu du procès signale qu'à ce moment de la déposition de M. Magne, le général Trochu fit un signe d'assentiment.

Le général Trochu se montra beaucoup pendant les jours qui suivirent sa nomination de gouverneur. Il inspecta les troupes, les forts, reçut de nombreuses visites, ouvrit ses bureaux du Louvre à tous ceux qui voulaient des nouvelles, aux députés de l'opposition, comme aux autres. Tout à coup, le 4 septembre, éclata la nouvelle de la catastrophe de Sedan ; Paris fut immédiatement en ébullition. Le gouverneur apprit le désastre, en rentrant d'une inspection ; en même temps, il reçut de son subordonné, le général Soumain, commandant la division, une lettre lui annonçant que le ministre de la guerre avait chargé le général Soumain de lui rendre compte directement des mesures prises pour assurer la tranquillité publique, et l'avait prévenu qu'il lui enverrait, directement aussi, ses ordres pour la répression des troubles.

Le général Trochu le sentit vivement. Il l'a déclaré dans son testament : car cet homme extraordinaire avait fait un testament, qu'il déposa chez un notaire; en l'allongeant d'une suite, d'un codicile, chaque fois qu'il aurait pu être tué par l'ennemi, par l'émeute, par le chagrin, selon que la Providence en aurait décidé". —Dans ce testament, il a soin d'insister sur la situation intolérable que lui avait faite cette mesure du ministre, substituant à son autorité celle d'un inférieur. "Malgré la gravité des circonstances, écrit-il, et le déplorable état des affaires militaires, j'étais acculé à l'obligation de me retirer, quand vint l'irrésistible journée du 4 septembre, qui fit de moi le président du gouvernement, malgré moi."

Malgré moi !!! Ce malgré moi" est vraiment de trop. Car il est bien certain que le général Trochu a réclamé lui-même la présidence du gouvernement de la Défense nationale.

Qu'a-t-il fait de cette situation prépondérante, qui lui donnait "pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale?" — Ce sont les termes mêmes de "la proclamation du nouveau gouvernement aux citoyens de Paris". Il était à la fois le chef de l'Etat et le généralissime. Il avait tous les moyens, il avait le devoir d'user de son autorité, de son expérience, pour imprimer une direction d'ensemble aux opérations de la guerre, pour obtenir la concordance des efforts que notre vaillant, notre glorieux Paris ne demandait qu'à faire.

La défense de Paris restera à tout jamais un des événements mémorables de l'histoire, par la résignation et l'énergie virile de la population ; par le courage et la bravoure de nos soldats et de nos marins ; et surtout par la grandeur des efforts réalisés pour améliorer les ouvrages de fortification, pour assurer les approvisionnements.—Mais il ne faut pas oublier que ces efforts réellement admirables ont été faits, avant Trochu, par les soins du gouvernement impérial. Et, d'un autre côté, il est impossible de découvrir, pendant le siège, une impulsion ferme, énergique, suivie, du haut commandement pour utiliser, discipliner, aguerrir les 500,000 hommes dont on disposait ; pour fatiguer, lasser, user les 300,000 Allemands qui nous bloquaient. Il n'y a eu à cet égard aucun programme bien étudié, bien mûri. L'impulsion du général Trochu n'a été que théâtrale, sans suite, plutôt faite pour intéresser, pour émouvoir Paris, que pour le délivrer.

Le général Trochu restera devant la postérité comme un homme de talent, mais à allure louche; infatué de son mérite qui était réel, mais fait plutôt pour critiquer, pour désagréger, que pour agir, pour diriger, pour entraîner.

Général ZURLINDEN.

Et les fameux bijoux d'Abdul-Aziz ?

Nous voici au 21 janvier et rien n'a encore été fait. Les glorieux bijoux n'ont pas été dégagés et les frais du renouvellement, plus davantage versés, ont été purement et simplement passés en écritures.

Alors ?

Alors, c'est bien simple, on attend. El Mokri a consigné à la Caisse des Dépôts 1,500,000 fr. et a même offert de retirer tout de suite. Par malheur, il ne lui manquait que l'essentiel, la reconnaissance. Une forte prime est offerte à qui rapportera la fameuse reconnaissance ! Tout d'abord, l'instant d'opposition a été admise, et pour peu que Moulay-Hafid puisse faire présenter 1,500,000 francs en espèces, on lui délivrera avec un papier bleu, remplaçant celui de son frère Abdul Aziz, la caisse aux bijoux impériaux.

Qui gagnera, qui, que les bijoux et Abdul-Aziz ont fini leur deuil, on dégagera !

HONORAIRES DE MEDECINS.

Depuis qu'il y a des médecins et qu'ils guérissent les humains de toutes les maladies, hormis la dernière, médecins et malades s'accordent, en dépit des caprices changeants de la mode, à trouver le même intérêt à la même question : quel est le chiffre des honoraires ? En ce moment, certains praticiens jugent ce chiffre un peu bas et parlent de le relever.

Phalaris, qui présidait cinq siècles et demi avant notre ère, aux destinées d'Agrigente, ne se contentait pas de payer Polyclète, son médecin, avec de l'or ciselé ou de l'or monnayé, il lui offrait, en cadeau, vingt esclaves radieuses de jeunesse et de beauté. Beaucoup plus tard encore, à Florence, en 1363, le médecin de Baldichini acceptait, pour solder le compte de ses honoraires, une esclave de huit florins.

Aristophane, peu suspect d'une tendresse excessive pour les médecins, reconnaît qu'ils étaient, chez les Athéniens, déplorablement payés. Pour fixer dans ses vers, un siècle avant l'époque d'Aristophane, le médecin Démocède, que les cités de l'Hellade se disputaient, Athènes lui offrit un traitement annuel de cent mines, soit une dizaine de mille francs. Egine avait proposé environ la moitié de cette somme. Mais Polycrate de Samos fut plus généreux que les Athéniens eux-mêmes : il mit sans hésiter une surenchère et, pour avoir douze mille francs où à peu près, Democède, quittant l'Acropole, fit voile vers Samos.

Des traitements fixes étaient, dans la plupart des villes grecques ou romaines, votés en faveur de quelques médecins. Sous les Antonins, un grand nombre de familles s'abonnaient aux soins d'un praticien en renom. Quand Galien résidait à Pergame, il soignait par correspondance des clients en Afrique, en Espagne, en Gaule ou en Thrace. Chaque année, au 1er janvier, il recevait ses honoraires en manière d'étrennes. Il n'avait jamais vu ceux qui le payaient et cependant il ne doutait pas de leur existence. Il s'efforçait même de la prolonger.

L'usage voulait aussi, à Rome, que l'on traitât à forfait avec un médecin. Un des chiffres les plus honorables fixés pour la guérison d'une maladie atteignait 40,000 francs. La seule concurrence, au dire de Pline, modérait l'appétit des praticiens de l'empire.

Le médecin anglais Lister jugeait plus favorablement, en 1698, le désintéressement de notre corps médical ; les honoraires de nos Esculapes parisiens lui paraissaient très inférieurs aux honoraires des Esculapes anglais. Les méchancetés de Gui Patin n'égratignaient pas moins assez vivement la avidité de ses meilleurs confrères. L'illustre Guénault n'avouait-il pas, au temps de Mazarin, qu'un grain de foetque vaut mieux que dix onces de vertu ?

Colbert donnait un louis à un médecin consultant. Dans le Paris de ce temps, une visite ordinaire se payait un écu, et, aux derniers temps de l'ancien régime, Mme de Chastenay constate que cette visite se payait six livres. Elle ajoute que les médecins, "presque tous gourmands", avaient, de fondation et par-dessus le marché, leur couvert mis tous les jours chez toutes leurs bonnes clientes.

G. DUPONT FERRIER.

Une vieille institution.

L'Université de Pékin est la plus ancienne du monde. Un registre de granit, constitué par 320 colonnes gravées, conserve les noms de 60,000 étudiants de "l'Ecole pour les fils de l'Empire".

DEPECHES Télégraphiques

AU NICARAGUA.

Managua, Nicaragua, 20 janvier—Le président Madriz a reçu hier soir le télégramme suivant du général Estrada, chef du parti insurgé, télégramme qui lui a été transmis par l'intermédiaire du contre-amiral Kimball :

"Avant de répondre à votre message et de fixer un endroit convenable pour y tenir une conférence de paix, je dois au préalable vous prier de déclarer catégoriquement si vous êtes prêt à accepter nos conditions qui en premier lieu visent à la reconnaissance du gouvernement provisoire."

Le texte de cette dépêche a causé une surprise et une profonde irritation dans les cercles officiels de Managua où l'on espérait que rien ne s'opposait plus à l'ouverture des négociations de paix.

Le président Madriz, immédiatement après en avoir pris connaissance, a déclaré que le message d'Estrada mettait définitivement fin à toute tentative de conciliation et que dorénavant les hostilités reprendraient avec la plus grande énergie.

De nombreux détachements de troupes ont reçu l'ordre, aujourd'hui, de se rendre à Acoyapo pour y renforcer l'armée du gouvernement et l'on s'attend à ce qu'un combat décisif ait lieu très prochainement, livré dans les environs de cette ville.

La question du tarif entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Berlin, 20 janvier—Dans le courant de ces dernières semaines le chancelier de l'Empire a communiqué de temps à autre aux divers gouvernements qui forment la Confédération Germanique des détails sur la marche des négociations avec les Etats-Unis au sujet du tarif douanier.

Récemment consultés, ces gouvernements ont déclaré à l'unanimité qu'ils approuvaient les mesures prises par le cabinet de Berlin et que l'Allemagne ne pouvait faire aucune concession aux Etats-Unis au sujet de l'importation des viandes et des conserves.

C'est à la suite de cette consultation que le gouvernement impérial a fait sa réponse définitive aux Etats-Unis.

On considère généralement à Berlin que les demandes de concessions faites par le cabinet de Washington sont exagérées en présence surtout du fait que l'exportation des viandes américaines diminue très rapidement par suite de la hausse des prix.

Washington, 20 janvier—Après avoir pris connaissance des dernières dépêches de Berlin, un fonctionnaire du département de l'intérieur a fait la déclaration suivante :

"Nous ne demandons à l'Allemagne que les mêmes concessions douanières qu'elle a déjà accordées à d'autres pays. Les dernières dépêches de Berlin tendent à créer l'impression que par nos demandes nous voulons pousser l'Allemagne à une guerre de tarifs. Rien n'est plus éloigné de la vérité.

"Dans les négociations actuelles, aux termes de l'article 2 du nouveau tarif douanier, les Etats-Unis ne demandent de faveurs ni à l'Allemagne ni à aucune autre nation".

Banquiers mis en accusation.

Cleveland, Ohio, 20 janvier—Le Grand Jury de cette ville a rendu aujourd'hui une mise en accusation sous chef de parjure contre U. G. Walker, président, et W. D. Duncan, secrétaire de la South Cleveland Banking Company, institution financière qui récemment a fait une faillite de plus d'un million de dollars.

Crime atroce à Chicago.

Chicago, 20 jan—On a trouvé ce matin dans une chambre de l'immeuble portant le No 50 de la Dixseptième Ouest, le cadavre décapité et horriblement mutilé d'une jeune femme.

Les recherches opérées sur les lieux n'ont pas amené la découverte de la tête du cadavre qui, suppose-t-on, a dû être emportée par le meurtrier afin de cacher l'identité de sa victime.

Le désordre de l'appartement permet de conclure que la femme a fait une résistance acharnée avant de recevoir le coup fatal. Le corps était éventré et le sol de la chambre était parsemé de mèches de cheveux.

Les voisins prétendent qu'ils n'ont entendu aucun bruit de lutte. Ils croient que la défunte est une nommée Anna Furlong, qui habitait la maison depuis deux ou trois semaines.

La police n'a relevé qu'ici aucun indice qui puisse la mettre sur les traces du meurtrier.

La situation en Uruguay.

Montevideo, Uruguay, 20 janvier—Le gouvernement de l'Uruguay a été informé aujourd'hui que l'armée insurgée se concentrait près de la frontière de l'Argentine dans le but évident de préparer sa marche sur la capitale.

Le ministre de la guerre a fait réquisitionner tous les chevaux dans cette partie du pays, afin d'entraver les opérations des révolutionnaires qui comptaient sur ces animaux comme moyen de transport.

Incendie à bord d'un navire.

Norfolk, Vic., 20 janvier — Le vapeur "Hamilton" de la ligne Old Dominion est arrivé ce matin dans ce port avec un incendie faisant rage dans ses soutes.

L'équipage a tenté d'arrêter les progrès du feu au moyen de jets de vapeur mais n'y ayant pas réussi le capitaine a décidé de faire escale à Norfolk.

De nombreux pompiers sont à l'heure actuelle occupés à combattre les flammes et l'on espère pouvoir sauver le bâtiment.

Procès contre deux grandes compagnies de chemins de fer.

Washington, 20 janvier — Il a été officiellement annoncé aujourd'hui que le procès intenté par le gouvernement américain en vue de dissoudre la fusion des compagnies de chemins de fer Union Pacific et Southern Pacific ne serait pas abandonné comme le bruit en avait couru ces jours derniers. L'avocat général, M. Wickersham, a déclaré que l'enquête personnelle à laquelle il s'était livré lui faisait maintenir les poursuites.

LAZARD'S
AUJOURD'HUI
Vous êtes cordialement invité à examiner le magasin d'habits le plus moderne du Sud.
718-720 RUE DU CANAL.

D. MERCIER'S SONS
Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.
Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.
Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à dix heures, et fermé le dimanche
Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux blocs de la rue du Canal, 2me District
dim ga 1mo—

Certains Pianos
Vendus à $4.00 et $5.00
par mois chez
GRUNEWALD
Pianos achetés, réparés, accordés, polis, échangés, etc.

La Pittsburg Coal Company.
PAUL M. SCHNEIDAU, Gérant
Bureau, 313 RUE CARONDELET
Téléphone Main 576. Nouvelle Orléans, La.
En Gros CHARBON Au Détail
CHANTIERS DE CHARBON :
Au pied de la rue Race. Téléphone Main 982
311-321 rue Quartier. Téléphone Main 321.
Rue Adams. Téléphone Up. 1890.
Bureau des Remorqueurs
MAUD WILMOT, MONGAH.
CALE SECHE DE SECTION :
ALGER,
Téléphone Alger 28.
Seul Agent pour le véritable Charbon Montevallo.
COPYRIGHT.
3607—10m—merc ven dim

Jackson Brewing Co
Notre Bière Bohemian Jackson
PURE FOOD BEER
Ne contient que 3 1/2 0/0 d'Alcool, ce qui en fait une boisson sobre. Nous recommandons son usage modéré, et en condamnons l'abus. Les Allemands, une des nations les plus éclairées et les plus sobres au Monde, font de la Bière leur principale boisson et en consomment deux fois autant par personne que nous le faisons aux Etats-Unis. Notre Bière Bohemian est faite d'après la vieille méthode Allemande, et vaut n'importe qu'elle autre. (Vendue en bouteilles seulement.) Nous vous invitons à visiter notre Brasserie.
RUES DECATUR ET JEFFERSON.
Lawrence Fabacher, Président. Adolph Dumser, Vice-Prés.
Gus. Oerling, Sec. Très. Jos. Melcher, Surintendant.
28/67—12m—dim ja